



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

COPIE

Annecy, le 4 mai 2017

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF. : PAIC/CD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n°PAIC-2017-0037

Portant occupation temporaire des sols

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8 et L.171-9,

VU le Code de justice administrative et notamment son article R.532-1,

VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée notamment par l'article 1^{er} du décret n° 65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003,

VU le document de l'ADEME intitulé « Ancien site PORTIGLIATI à Cran Gevrier (74) – Compte rendu d'intervention terminée et suites à donner » daté du 29 janvier 2015,

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC- 2017-0036 en date du 4 mai 2017 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site anciennement exploité par la société PORTIGLIATI, situé 3 et 8 rue de Saint-Etienne à Cran-Gevrier sur la commune d'Annecy, et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME),

VU le plan annexé,

CONSIDERANT que la situation environnementale de l'ancien site de la société PORTIGLIATI à Cran-Gevrier sur la commune d'Annecy, notamment la présence de sources de pollutions en composés organiques halogénés volatils, en hydrocarbures, en PCB et en métaux toxiques rend nécessaire :

- la surveillance des eaux souterraines, des eaux superficielles, des gaz du sol et de l'air ambiant potentiellement impactés par ces sources de pollutions,
- l'institution de servitudes d'utilité publique afin de garantir que les occupations du sol et les usages des milieux impactés par le site précité sont compatibles avec leur état de pollution.

CONSIDERANT que, d'une part, la surveillance des milieux potentiellement impactés par l'ancien site d'Annecy de la société PORTIGLIATI doit être effectuée pendant une durée minimale de quatre années pour disposer d'une connaissance suffisante sur le comportement des polluants dans les milieux vulnérables et que, d'autre part, le recueil des informations nécessaires à l'établissement d'un dossier d'institution de servitudes d'utilité publique est susceptible de se prolonger pendant un an après la fin de cette surveillance,

CONSIDERANT que la surveillance précitée et que le recueil d'informations nécessaires à l'établissement d'un dossier d'institution de servitudes d'utilité publique requièrent un accès régulier sur le site des représentants de l'ADEME et des entreprises qu'elle aura mandatées,

CONSIDERANT que pendant la période de surveillance des milieux ainsi que pendant l'année qui suivra, il convient que l'état du site ne soit pas modifié et qu'en cas de détection d'anomalies dans les milieux surveillés, susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, les aménagements nécessaires puissent être réalisés selon les décisions prises par le Préfet dans le cadre des procédures prévues par le code de l'environnement,

CONSIDERANT que l'emprise de l'ancien site de la société PORTIGLIATI occupait les parcelles cadastrales n° 396, 397 et 293 de la section AN à Cran-Gevrier, sur la commune d'Annecy,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} – les représentants de l'ADEME, ainsi que ceux des entreprises qu'elle aura mandatées, chargés de la surveillance des milieux et de l'établissement d'un dossier de demande de servitudes d'utilité publique dans l'emprise et dans l'environnement des parcelles cadastrales n° 396, 397 et 293 de la section AN de Cran-Gevrier sur la commune d'Annecy, appartenant à la Province de France des Sœurs de Saint Joseph et louées à la société Financière DL, sont autorisés, pour une durée de cinq années à compter du jour de la notification du présent arrêté, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté de travaux d'office n°PAIC-2017-0036 du 4 mai 2017.

A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux précités rendra nécessaire.

Article 2 – Le propriétaire et les locataires des parcelles précitées devront suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des travaux visés à l'article 1^{er}, prescrits à l'ADEME par voie d'arrêté préfectoral en date du 4 mai 2017. En particulier, aucune modification de la topographie du site ou des modalités de sa couverture, ni aucune excavation de sol ne devra être réalisée.

Article 3 – Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux seront à la charge de l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

Article 4 – Chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 5 – La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Article 6 -

Le présent arrêté sera notifié à la Province de France des Soeurs de Saint Joseph et à la société Financière DL.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble.

1° Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

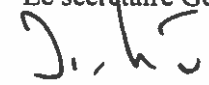
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 7 – Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Annecy et en mairie déléguée de Cran-Gevrier, au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du Maire d'Annecy et du Maire délégué de Cran-Gevrier qui adressera à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

Article 8 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont une copie sera adressée au Maire d'Annecy et au Maire délégué de Cran Gevrier.

Pour le Préfet,
Le secrétaire Général,


Guillaume DOUHERET

Département :
HAUTE SAVOIE

Commune :
CRAN GEVRIER

Section : AN
Feuille : 000 AN 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 24/01/2017
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2016 Ministère de l'Économie et des
Finances

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
ANNECY
Cité administrative 7, rue Dupanloup
74040
74040 ANNECY
tél. 04.50 88 40 43 - fax 04.50 88 47 94
cdff.annecy@dgi.p.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

